

Rapport financier 2016

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Augustin-de-Desmaures

Code géographique : 23072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier S3

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal S67

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion S68

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Josée Larocque, atteste la véracité du rapport financier
de Saint-Augustin-de-Desmaures pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes
au budget de Saint-Augustin-de-Desmaures pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-19
(Date)

Signature



Date

2017-06-15

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Saint-Augustin-de-Desmaures, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2016 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Saint-Augustin-de-Desmaures au 31 décembre 2016 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autre point

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que les données prévisionnelles de l'exercice 2017, présentées à la section III, ne sont pas auditées.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CMA, permis de comptabilité publique no A122005
140, Grande Allée Est, Bureau 200
Québec (Québec) G1R 5P7

DATE 2017-06-15

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes		49 229 965		49 229 965	45 708 463
Compensations tenant lieu de taxes		1 152 400		1 274 726	1 331 209
Quotes-parts					
Transferts		572 983		1 228 413	441 804
Services rendus		1 430 503		1 693 767	1 700 253
Imposition de droits		1 372 000		1 980 346	1 529 789
Amendes et pénalités		100 800		175 859	143 977
Revenus de placements de portefeuille					
Autres revenus d'intérêts		61 500		250 004	167 303
Autres revenus		4 504 000		3 778 363	6 067 684
Effet net des opérations de restructuration					
		58 260 963		59 611 443	57 090 482
Investissement					
Taxes					
Quotes-parts					
Transferts					
Autres revenus					
Contributions des promoteurs					
Autres					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales					
		410 376		410 376	4 171 985
		60 021 819		60 021 819	61 262 467
Charges					
Administration générale		30 898 477		29 337 140	28 649 914
Sécurité publique		256 820		223 030	228 370
Transport		3 744 975		3 156 338	5 989 211
Hygiène du milieu		2 093 603		1 421 568	3 315 511
Santé et bien-être		257 740		252 087	321 856
Aménagement, urbanisme et développement		1 353 673		1 071 776	960 277
Loisirs et culture		6 529 666		6 124 787	7 685 278
Réseau d'électricité					
Frais de financement		5 824 664		4 227 118	3 720 436
Effet net des opérations de restructuration					
Amortissement des immobilisations		8 229 100		7 528 078	
		59 188 718		53 341 922	50 870 853
		(927 766)		6 679 897	10 391 614
Excédent (déficit) de l'exercice					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(927 765)	6 679 897	10 391 614
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 410 376 ) (	( 4 171 985)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(927 765)	6 269 521	6 219 629
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	8 229 100	7 528 078	6 671 238
Produit de cession	5	200 000	9 349	96 339
(Gain) perte sur cession	6	(200 000)	(9 349)	(63 656)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	8 229 100	7 528 078	6 703 921
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		182 571	137 266
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		182 571	137 266
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	175 000		130 122
Remboursement de la dette à long terme	17 (	6 252 809 ) (	6 121 449 ) (	5 613 917)
	18	(6 077 809)	(6 121 449)	(5 483 795)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	395 000 ) (	569 660 ) (	2 099 580)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21		(173 086)	(455 000)
Réserves financières et fonds réservés	22	(828 526)	(246 047)	595 745
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		19 871	235 647
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(1 223 526)	(968 922)	(1 723 188)
	26	927 765	620 278	(365 796)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		6 889 799	5 853 833

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1		410 376	4 171 985
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	773 500)	(430 655)	(205 170)
Sécurité publique	3 ()	()	()
Transport	4 (	2 671 650)	(941 635)	(3 033 158)
Hygiène du milieu	5 (	377 500)	(241 839)	(1 211 085)
Santé et bien-être	6 (	)	( 394)	(14 062)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	245 000)	(32 669)	(2 543)
Loisirs et culture	8 (	1 958 800)	(649 892)	(9 019 270)
Réseau d'électricité	9 ()	()	()
	10 (	6 026 450)	(2 297 084)	(13 485 288)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	825 300)	(61 373)	(460 037)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Émission ou acquisition	12 ()	()	()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		5 729 330	38 393 378
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	395 000	569 660	2 099 580
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			
	18	395 000	569 660	2 099 580
	19	(6 456 750)	3 940 533	26 547 633
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(6 456 750)	4 350 909	30 719 618

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	7 814 541	7 034 047	7 399 968
Charges sociales	2	1 909 071	1 515 705	1 393 601
Biens et services	3	9 317 200	7 736 363	6 789 193
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	4 646 317	2 945 332	2 176 359
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	251 883	785 783	173 483
D'autres tiers	7	299 800	302 628	273 846
Autres frais de financement	8	626 664	193 375	1 096 748
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	25 838 862	24 991 746	24 205 520
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	188 100	152 564	176 091
Amortissement des immobilisations	14	8 229 100	7 528 078	6 671 238
Autres				
- Mauvaises créances	15	67 180	100 539	514 806
- Réclamation de dommages	16		48 982	
- Autres	17		6 780	
	18	59 188 718	53 341 922	50 870 853

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
Revenus				
Taxes	1	49 066 767	49 229 965	45 708 463
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 152 400	1 274 726	1 331 209
Quotes-parts	3			
Transferts	4	572 983	1 673 359	4 588 113
Services rendus	5	1 430 503	1 693 767	1 700 253
Imposition de droits	6	1 372 000	1 980 346	1 529 789
Amendes et pénalités	7	100 800	175 859	143 977
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	61 500	250 004	167 303
Autres revenus	10	4 504 000	3 743 793	6 093 360
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	58 260 953	60 021 819	61 262 467
Charges				
Administration générale	14	31 158 477	29 641 794	28 649 914
Sécurité publique	15	256 820	223 030	228 370
Transport	16	6 876 275	6 443 879	5 989 211
Hygiène du milieu	17	3 845 003	3 056 387	3 315 511
Santé et bien-être	18	345 040	339 693	321 856
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 402 273	1 117 241	960 277
Loisirs et culture	20	9 480 166	8 292 780	7 685 278
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	5 824 664	4 227 118	3 720 436
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	59 188 718	53 341 922	50 870 853
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(927 765)	6 679 897	10 391 614
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		66 588 927	56 197 313
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27			
Solde redressé	28		66 588 927	56 197 313
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		73 268 824	66 588 927

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(927 765)	6 679 897	10 391 614
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	6 026 450 ) (	2 297 084 ) (	13 485 288)
Produit de cession	3	200 000	9 349	96 339
Amortissement	4	8 229 100	7 528 078	6 671 238
(Gain) perte sur cession	5	(200 000)	(9 349)	(63 656)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	2 202 650	5 230 994	(6 781 367)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		121 198	(322 771)
Variation des stocks de fournitures	9		61 562	(63 764)
Variation des autres actifs non financiers	10		64 888	(7 259)
	11		247 648	(393 794)
	12	1 274 885	12 158 539	3 216 453
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 274 885	12 158 539	3 216 453
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(98 746 883)	(101 963 336)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(98 746 883)	(101 963 336)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(86 588 344)	(98 746 883)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	5 615 365	602 918
Débiteurs (note 5)	2	34 823 523	33 138 697
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	6 000 000	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	46 438 888	33 741 615
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		10 885 282
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 834 743	11 271 216
Revenus reportés (note 12)	12	527 520	547 689
Dette à long terme (note 13)	13	124 664 969	109 784 311
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	133 027 232	132 488 498
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(86 588 344)	(98 746 883)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	157 962 030	163 193 024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	1 547 676	1 668 874
Stocks de fournitures	19	302 867	364 429
Autres actifs non financiers (note 17)	20	44 595	109 483
	21	159 857 168	165 335 810
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	73 268 824	66 588 927

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 679 897	10 391 614
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	7 528 078	6 671 238
Autres			
- Gain sur disposition d'actifs	3	(9 349)	(63 657)
	4		
	5	14 198 626	16 999 195
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 684 826)	2 939 248
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(3 436 473)	(1 132 875)
Revenus reportés	9	(20 169)	180 446
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	121 198	(322 771)
Stocks de fournitures	12	61 562	(63 764)
Autres actifs non financiers	13	64 888	(7 259)
	14	9 304 806	18 592 220
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 297 085)	(13 485 288)
Produit de cession	16	9 349	96 340
	17	(2 287 736)	(13 388 948)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(6 000 000)	()
Cession	21		
	22	(6 000 000)	
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23	21 145 000	45 497 100
Remboursement de la dette à long terme	24	(6 314 640)	(5 738 968)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(10 885 281)	(44 411 362)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	50 298	(614 744)
Autres	27		
	28		
	29	3 995 377	(5 267 974)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	5 012 447	(64 702)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	602 918	667 620
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	602 918	667 620
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	5 615 365	602 918

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville a été reconstituée le 1er janvier 2006 suite au décret 962-2005 prévoyant la reconstitution de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures. Elle est régie par la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constataion des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisation

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

Amortissement:

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Taux

Infrastructures	de 2,5 % à 6,67 %
Bâtiments	de 2,5 % à 10,00 %
Véhicules	de 5,0 % à 10,00 %
Ameublement et équipement de bureau	de 5,0 % à 20,00 %
Machinerie, outillage et équipement	de 5,0 % à 10,00 %

Réduction de valeur:

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Immobilisation en cours :

Ce poste comprend les dépenses en immobilisations effectuées et capitalisées pour les projets d'immobilisations qui sont en cours à la fin de l'exercice. Ce poste est transitoire jusqu'à la fermeture des projets. Les immobilisations en cours ne sont pas amorties.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	160 994	602 918
Placements de portefeuille	2		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	2 922 530	3 009 251
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4	3 603	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	26 706 787	27 100 671
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	283 820	307 821
Organismes municipaux	7	790 809	802 889
Autres			
- Droits de mutation et autres	8	2 965 710	1 565 073
- Intérêts courus à recevoir	9	1 150 264	352 992
	10	34 823 523	33 138 697
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	25 184 626	11 070 817
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	25 184 626	11 070 817
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15		880 896
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23	6 000 000	
	24	6 000 000	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			
Le placement est constitué d'un épargne à terme portant intérêt au taux de 0,5 %.			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27	()
	28	()
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30	
Régimes à cotisations déterminées	31	244 868
Autres régimes (REER et autres)	32	179 621
Régimes de retraite des élus municipaux	33	22 916
	34	447 405
		241 771
		173 555
		3 233
		418 559
Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.		
Note		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35	
Autres	36	
	37	
Note		
10. Emprunts temporaires		
La Ville dispose d'emprunts bancaires, d'un montant total de 43 126 294 \$ portant intérêt au taux préférentiel et échéant en juin 2021 et décembre 2025 qui sont inutilisés au 31 décembre 2016. De ces emprunts autorisés, une somme de 22 000 000 \$ constitue une marge de crédit pour les opérations courantes dont le montant en inutilisé au 31 décembre 2016.		
11. Crédoiteurs et charges à payer		
Fournisseurs	38	2 775 564
Salaires et avantages sociaux	39	1 317 049
Dépôts et retenues de garantie	40	442 542
Provision pour contestations d'évaluation	41	322 426
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42	
Frais d'assainissement des sites contaminés	43	
Autres		
- Acomptes vente terrains	44	134 067
- Organismes municipaux	45	1 720 783
- Intérêts courus à payer	46	1 122 312
-	47	
-	48	
	49	7 834 743
		6 905 637
		1 125 989
		489 704
		47 332
		23 015
		1 744 964
		934 575
		11 271 216
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	50	126 927
Transferts	51	
Fonds parcs et terrains de jeux	52	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	
Société québécoise d'assainissement des eaux	54	
Fonds de développement des territoires	55	
Autres		
- Autres recettes reportées	56	284 434
- Fonds de parcs	57	116 159
-	58	
-	59	
	60	527 520
		92 020
		339 510
		116 159
		547 689

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

					2016	2015	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,68	3,33	2017	2021	61	125 926 700	111 021 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					62		
Gains (pertes) de change reportés					63		
					64		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65	5 519	64 358
Organismes municipaux					66	108 999	125 000
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67		
Autres					68		
					69	126 041 218	111 210 858
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(1 376 249)	(1 426 547)
					71	124 664 969	109 784 311

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2016		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2017	72	80	7 031 315	88	97	105	7 031 315
2018	73	81	7 163 357	89	98	106	7 163 357
2019	74	82	6 856 201	90	99	107	6 856 201
2020	75	83	6 621 647	91	100	108	6 621 647
2021	76	84	6 518 700	92	101	109	6 518 700
2022 et +	77	85	91 849 998	93	102	110	91 849 998
	78	86	126 041 218	94	103	111	126 041 218
Intérêts et frais accessoires				95	()	112	()
	79	87	126 041 218	96	104	113	126 041 218

Note

		2016	2015
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	114	(86 588 344)	(98 746 883)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	()	()
Autres	116	()	()
	117	(86 588 344)	(98 746 883)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	23 655 233	146	155 317	173	200		23 810 550
Eaux usées	119	26 651 477	147	145 396	174	201		26 796 873
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	50 077 877	148	1 077 562	175	202		51 155 439
Autres	121	22 686 946	149	13 192	176	203		22 700 138
Réseau d'électricité	122		150		177	204		
Bâtiments	123	60 986 026	151	656 346	178	205		61 642 372
Améliorations locatives	124		152		179	206		
Véhicules	125	2 107 297	153		180	207	5 000	2 102 297
Ameublement et équipement de bureau	126	2 219 258	154	210 340	181	208		2 429 598
Machinerie, outillage et équipement divers	127	6 409 724	155	166 552	182	209	34 500	6 541 776
Terrains	128	5 572 010	156		183	210		5 572 010
Autres	129		157		184	211		
	130	<u>200 365 848</u>	158	<u>2 424 705</u>	185	<u>39 500</u>	212	<u>202 751 053</u>
Immobilisations en cours	131	780 325	159	(127 621)	186		213	652 704
	132	<u>201 146 173</u>	160	<u>2 297 084</u>	187	<u>39 500</u>	214	<u>203 403 757</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	4 161 100	161	702 766	188	215		4 863 866
Eaux usées	134	5 294 056	162	858 301	189	216		6 152 357
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	14 310 776	163	2 283 975	190	217		16 594 751
Autres	136	5 375 830	164	936 008	191	218		6 311 838
Réseau d'électricité	137		165		192	219		
Bâtiments	138	5 313 370	166	1 994 424	193	220		7 307 794
Améliorations locatives	139		167		194	221		
Véhicules	140	892 603	168	158 031	195	222	5 000	1 045 634
Ameublement et équipement de bureau	141	978 767	169	252 044	196	223		1 230 811
Machinerie, outillage et équipement divers	142	1 626 647	170	342 529	197	224	34 500	1 934 676
Autres	143		171		198	225		
	144	<u>37 953 149</u>	172	<u>7 528 078</u>	199	<u>39 500</u>	226	<u>45 441 727</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>163 193 024</u>				227		<u>157 962 030</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233	235		
Amortissement cumulé	229	()	232	()	234	()	236	()
Valeur comptable nette	230						237	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	238		
Immeubles industriels municipaux	239	1 093 801	1 215 372
Autres	240	453 875	453 502
	241	1 547 676	1 668 874
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	1 547 676	1 668 874
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Autres	244	40 062	33 350
-	245		
-	246		
Autres			
- Dépenses reportées	247	4 533	76 133
-	248		
	249	44 595	109 483
Note			

18. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 6 898 586 \$. Pour honorer ces engagements, la Ville devrait prévoir, pour les prochains exercices, les sommes suivantes :

2017	5 131 635 \$
2018	1 416 027 \$
2019	349 849 \$
2020	1 075 \$

	Échéance des contrats	Solde de l'engagement au 31-12-2016
Location de photocopieurs	2020	12 729 \$
Contrat nettoyage puisards	2018	54 097 \$
Contrat matériaux abrasifs	2019	877 285 \$
Contrat matières résiduelles	2017	937 380 \$
Vidanges fosses septiques	2018	82 046 \$
Assurances collectives	2018	581 116 \$
Location stade de soccer	2017	114 975 \$
Contrat lignes téléphoniques	2020	17 957 \$
Contrat de déneigement	2018	678 670 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Contrat Journal municipal	2019	163 356 \$
Déneigement patinoires	2017	34 201 \$
Contrat piscines	2018	93 815 \$
Fourniture logiciels	2017	20 350 \$
Travaux de marquage	2017	63 730 \$
Honoraires auditeurs	2017	41 391 \$
Accompagnement certification	2017	3 000 \$
Honoraires plan urbanisme	2018	119 500 \$
Gestion offre de services Loisirs	2017	75 000 \$
Services professionnels	2018	1 269 625 \$
Location d'entrepôt	2020	111 562 \$
Contrôle animalier	2018	169 013 \$
Contrat de reliure	2017	31 546 \$
Travaux et location d'équipement	2017	1 346 242 \$

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Ville se porte caution en faveur d'un organisme à but non lucratif pour un montant de 2 600 000 \$ pour la construction d'un stade de soccer intérieur.

b) Auto-assurance

La Ville a établi un programme d'auto-assurance dans le cadre d'un plan de versement pour indemnité de salaire, pour une période de vingt-sept semaines. Les dix-sept premières semaines font l'objet d'un partenariat avec le programme de prestations supplémentaires d'assurance-emploi.

c) Poursuites

Au 31 décembre 2016, les réclamations pendantes non provisionnées contre la Ville s'élèvent à près de 1 000 000\$. La Ville conteste le bien-fondé de ces réclamations pour lesquelles elle n'a inscrit aux livres aucun montant.

d) Autres

Protection de l'environnement

Les activités de la Ville sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de la direction, la Ville est exploitée en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

22. Instruments financiers

S.O.

		2016		2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie				
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :				
Encaisse	250	5 615 365		602 918
Découvert bancaire	251	()	()	
<i>Ajouter</i>				
-	252			
-	253			
-	254			
-	255			
<i>Déduire</i>				
-	256	()	()	
-	257	()	()	
-	258	()	()	
-	259	()	()	
-	260	()	()	
-	261	()	()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262	5 615 365		602 918
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263			234 500
Note				

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

2016

2015

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	264
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265
Autres revenus	266
	267

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268
Variation de la provision pour moins-value	269
	270
Autres charges	271
	272
Excédent (déficit) de l'exercice	273

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	() (
	279		
	280		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dettes à long terme	283		
	284		
Solde du Fonds local d'investissement	285		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286
Supportant les engagements de prêts	287
Supportant les garanties de prêts	288
	289

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité

2016

2015

RÉSULTATS	
Revenus	
Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	293
Charges	
Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	296
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	299
Excédent (déficit) de l'exercice	300

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs	
Encaisse	301
Placements de portefeuille	302
Débiteurs	303
Prêts aux entreprises	304
Provision pour moins-value	305 () ()
	306
	307
Passifs	
Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	311
Solde du Fonds local de solidarité	
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	314

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	317

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

26 Fonds de roulement

La ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 2 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

27 Éventualités

La Direction générale de la Ville et le ministère procèdent depuis mars 2015 à une enquête interne de procédures administratives et financières de la Ville. Selon l'évolution actuelle de l'enquête interne, des irrégularités et des illégalités sont été soulevées et celles-ci seraient susceptibles d'avoir des incidences sur la situation financière de la Ville. À la date de mise au point définitive des états financiers, il n'était pas possible de déterminer l'issue de ces enquêtes ni la probabilité qu'en résulte une incidence sur les états financiers de la ville.

28 Frais quote-part d'agglomération

La Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures est actuellement partie à un litige devant la Cour supérieure du Québec concernant la réclamation pour les quotes-parts payées à l'agglomération de la Ville de Québec pour les années 2008 à 2016. Les sommes réclamées sont en expertise et le dépôt du rapport juricomptable et de la demande amendée sont prévus pour juin 2017.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	6 025 204	3 177 605
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 670 286	455 000
Réserves financières et fonds réservés	3	1 558 398	1 312 351
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)	( 562 401)
Financement des investissements en cours	5	2 361 822	(1 989 085)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	58 653 114	64 195 457
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	73 268 824	66 588 927
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	6 025 204	3 177 605
Organismes contrôlés ¹	10		
	11	6 025 204	3 177 605
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Vente terrains parc industriel	12	628 086	455 000
- Déficit éventuel	13	3 142 200	
- Budget 2017	14	900 000	
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	4 670 286	455 000
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	22		
	23		
	24		
	25		
	26	4 670 286	455 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	1 109 013	818 427
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	34	449 385	493 924
Organismes contrôlés	35		
Montant non réservé			
Administration municipale	36		
Organismes contrôlés	37		
Fonds local d'investissement	38		
Fonds local de solidarité	39		
Autres	40		
-	41		
	42	1 558 398	1 312 351
	43	1 558 398	1 312 351

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 () (
Régimes non capitalisés	45 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 () (
Autres	47 () (
Régimes non capitalisés	48 () (
	49 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 () (
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 () (
Autres	53 () (
-	54 () (
	55 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 () (
Intérêts sur la dette à long terme	57 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 () (
Utilisation du fonds de roulement	59 () (
Mesure relative aux frais reportés	60 () (
Autres	61 () (
-	62 () (
	63 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	65 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 () (
Autres	67 () (
- Autre financement	68 (	) ( 562 401)
-	69 (	) ( 562 401)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres	73	
-	74	
	75 (	) ( 562 401)

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	76	3 966 069	3 711 866
Investissements à financer	77 (	1 604 247 ) (	5 700 951)
	78	2 361 822	(1 989 085)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	79	157 962 030	163 193 024
Propriétés destinées à la revente	80	1 547 676	1 668 874
Prêts	81		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83		
	84	159 509 706	164 861 898
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	85	124 664 969	109 784 311
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	1 376 249	1 426 547
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (	25 184 626 ) (	11 070 817)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 (
	90	100 856 592	100 140 041
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91		526 400
	92	100 856 592	100 666 441
	93	58 653 114	64 195 457

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u> </u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2016	2015
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 <u> </u>	4 <u> </u>
Charge de l'exercice	5 (<u> </u>)	5 (<u> </u>)
Cotisations versées par l'employeur	6 <u> </u>	6 <u> </u>
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u> </u>	7 <u> </u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 <u> </u>	8 <u> </u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u> </u>)	9 (<u> </u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 <u> </u>	10 <u> </u>
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u> </u>	11 <u> </u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 <u> </u>	12 <u> </u>
Provision pour moins-value	13 (<u> </u>)	13 (<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u> </u>	14 <u> </u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u> </u>	15 <u> </u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 <u> </u>	16 <u> </u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u> </u>)	17 (<u> </u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u> </u>)	18 (<u> </u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 <u> </u>	19 <u> </u>
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u> </u>	20 <u> </u>
	21 <u> </u>	21 <u> </u>
Cotisations salariales des employés	22 (<u> </u>)	22 (<u> </u>)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (<u> </u>)	23 (<u> </u>)
	24 <u> </u>	24 <u> </u>
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 <u> </u>	25 <u> </u>
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 <u> </u>	26 <u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 <u> </u>	27 <u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 <u> </u>	28 <u> </u>
Variation de la provision pour moins-value	29 <u> </u>	29 <u> </u>
Autres	30 <u> </u>	30 <u> </u>
-	31 <u> </u>	31 <u> </u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u> </u>	32 <u> </u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u> </u>	33 <u> </u>
Rendement espéré des actifs	34 (<u> </u>)	34 (<u> </u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u> </u>	35 <u> </u>
Charge de l'exercice	36 <u> </u>	36 <u> </u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53		
Autres hypothèses économiques			
-	54		
-	55		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements			
	2016	2015	
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs			
Passif au début de l'exercice	59	()	()
Charge de l'exercice	60	()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	61		
Passif à la fin de l'exercice	62	()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64		
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

Lors de la défusion le 1er janvier 2006, des employés de la Ville de Québec ont été transférés à la nouvelle Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures. L'obligation du nouvel employeur était de conférer des avantages sociaux équivalents aux employés transférés.

Au courant de l'année 2007, un régime de retraite à cotisations déterminées simplifié a été instauré pour certaines catégories d'emplois (manuels, brigadiers scolaires et surveillants). Le 1er mars 2009, un nouveau régime de retraite pour le groupe des fonctionnaires est créé. Le taux de l'employé et l'employeur est de 7 %. La Ville a cessé de cotiser au régime de retraite de la Ville de Québec pour un employé cadre selon les exigences du décret de défusion, suite à son départ à la retraite en 2016.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

La Ville a transféré le régime de retraite simplifié pour la catégorie des employés surveillants et brigadiers scolaires au cours de l'année 2015 dans un régime volontaire d'épargne-retraite.

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 <u>244 868</u>	<u>241 771</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

La Ville a instauré un REER individuel et un REER collectif pour ses employés cadres.

		<u>2016</u>		<u>2015</u>
Charge de l'exercice				
Cotisations de l'employeur	93	179 621		173 555

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 Oui
 95 Non

		<u>2016</u>		<u>2015</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96			

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2016</u>		<u>2015</u>
Cotisations des élus au RREM	97	6 082		960
Charge de l'exercice				
Contributions de l'employeur au RREM	98	22 916		3 233
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99			
	100	22 916		3 233

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dettes à long terme	1	126 041 218
---------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	1 604 247
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	1 077 471
-------------------	---	-----------

Débiteurs	8	25 184 626
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	3 966 069
--	----	-----------

Autres	12	
--------	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	97 417 299
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
--	----	--

Endettement net à long terme	16	97 417 299
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	102 545
---------------------------	----	---------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	97 519 844
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	29 254 802
---	----	------------

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	29 254 802
--	----	------------

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	126 774 646
---	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

TAXES		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	43 828 258	43 682 342	40 628 527
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	32 629	32 954	22 702
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	43 860 887	43 715 296	40 651 229
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 057 000	1 244 469	1 060 362
Égout	11	1 012 000	1 182 724	997 352
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	2 322 209	2 260 399	2 231 005
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	814 671	827 077	768 515
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	5 205 880	5 514 669	5 057 234
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	5 205 880	5 514 669	5 057 234
	26	49 066 767	49 229 965	45 708 463

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27	34 527	33 135
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31	34 527	33 135
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32	37 946	16 119
Cégeps et universités	33	651 138	786 004
Écoles primaires et secondaires	34	551 530	414 553
	35	1 240 614	1 216 676
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	1 275 141	1 249 811
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49	(415)	81 398
	50	(415)	81 398
	51	1 274 726	1 331 209

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	100 264	162 546
Enlèvement de la neige	58		17 877
Autres	59	25 738	4 220
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	35 976	91 725
Traitement des eaux usées	69		30 538
Réseaux d'égout	70	42 771	105 152
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79	45 000	81 647
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		27 606
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	57 134	411 138
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	53 100	80 122
Autres	88	13 000	59 000
Réseau d'électricité	89		
	90	372 983	1 031 600
			245 198

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	(24 275)	23 521
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98	(6 367)	
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	358	
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	(9 512)	8 572
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	484 742	4 114 216
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	444 946	4 146 309

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****Non audité**

TRANSFERTS (suite)		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	200 000		
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137		196 813	196 606
	138	200 000	196 813	196 606
TOTAL DES TRANSFERTS	139	572 983	1 673 359	4 588 113

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Matières recyclables	159		
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social			
Autres	168		
	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	171		
Promotion et développement économique	172		
Autres	173		
	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
Activités culturelles	176	(5 946)	31 976
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179	(5 946)	31 976
Réseau d'électricité			
	180		
	181	(5 946)	31 976

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	31 500	2 113	15 959
Sécurité publique	183			3 849
Transport				
Réseau routier	184	175 300	127 621	237 438
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	103 000	110 305	287 390
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	136 288	117 539	236 394
Loisirs et culture	193	984 415	1 342 135	887 247
Réseau d'électricité	194			
	195	1 430 503	1 699 713	1 668 277
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 430 503	1 693 767	1 700 253
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	62 000	180 573	94 341
Droits de mutation immobilière	198	1 310 000	1 799 578	1 435 448
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200		195	
	201	1 372 000	1 980 346	1 529 789
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	100 800	175 859	143 977
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	203			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	61 500	250 004	167 303
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205	200 000	9 349	63 656
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206	4 304 000	3 699 738	5 985 991
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			(237 592)
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211			
Autres	212		34 706	281 305
	213	4 504 000	3 743 793	6 093 360
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	384 664	495 650	495 650	336 679
Greffe et application de la loi	2	1 179 603	1 012 058	1 012 058	1 126 219
Gestion financière et administrative	3	28 645 752	27 153 631	304 654	26 119 632
Évaluation	4	116 417	121 261	121 261	109 598
Gestion du personnel	5	572 041	554 540	554 540	456 364
Autres	6				501 422
-	7				
	8	30 898 477	29 337 140	304 654	29 641 794
					28 649 914
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	1 500	857	857	2 207
Sécurité incendie	10	1 500	857	857	2 207
Sécurité civile	11	14 560	6 106	6 106	25 191
Autres	12	239 260	215 210	215 210	198 765
	13	256 820	223 030	223 030	228 370
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	1 590 090	1 135 178	3 043 783	4 178 961
Enlèvement de la neige	15	1 731 708	1 690 354	243 758	1 934 112
Éclairage des rues	16	249 859	228 269	228 269	252 157
Circulation et stationnement	17	173 318	102 537	102 537	125 282
Transport collectif					
Transport en commun	18				
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	3 744 975	3 156 338	3 287 541	6 443 879
					5 989 211

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24	713 451	373 460	1 108 826	1 259 857
Traitement des eaux usées	25			57 687	54 280
Réseaux d'égout	26	594 006	300 614	1 106 129	1 186 242
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	27	401 492	381 808	418 059	391 818
Collecte et transport	28				
Élimination					
Matières recyclables					
Collecte sélective	29	272 060	176 601	176 601	292 755
Collecte et transport	30				
Tri et conditionnement					
Matières organiques	31		68 240	68 240	
Collecte et transport	32				
Traitement	33				
Matériaux secs	34		20 000	20 000	
Autres	35				
Plan de gestion	36				
Autres	37	51 862	27 031	27 031	40 337
Cours d'eau	38	60 732	73 814	73 814	90 222
Protection de l'environnement	39				
Autres	40	2 093 603	1 421 568	3 056 387	3 315 511
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	51 996	84 008	84 008	48 180
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	205 744	168 079	255 685	273 676
	44	257 740	252 087	339 693	321 856
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 041 507	683 610	691 970	644 505
Rénovation urbaine	46			8 360	
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens					
Promotion et développement économique	48	312 166	388 166	425 271	315 772
Industries et commerces	49				
Tourisme	50				
Autres	51				
Autres	52	1 353 673	1 071 776	1 117 241	960 277

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	63	1 744 880	1 792 370	1 071 452	2 863 822
Patinaires intérieures et extérieures	64	1 326 810	1 074 511	477 772	1 552 283
Piscines, plages et ports de plaisance	65	1 247 198	1 152 301	271 459	1 423 760
Parcs et terrains de jeux	66	954 496	964 523	183 967	1 148 490
Parcs régionaux	67				
Expositions et foires	68				
Autres	69				
	80	5 273 384	4 983 705	2 004 650	6 988 355
Activités culturelles					
Centres communautaires	81				
Bibliothèques	82	948 528	832 217	77 835	910 052
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	83	242 728	281 630	85 508	367 138
Autres ressources du patrimoine	84				
Autres	85	65 026	27 235		27 235
	86	1 256 282	1 141 082	163 343	1 304 425
	87	6 529 666	6 124 787	2 167 993	8 292 780
	88				
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	5 198 000	4 033 743		4 033 743
Autres frais	70				
Autres frais de financement	71				
Avantages sociaux futurs	72	626 664	193 375		193 375
Autres	73	5 824 664	4 227 118		4 227 118
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
	75	8 229 100	7 528 078	(7 528 078)	
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Rémunération des élus	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	37
Taux des taxes	38
Questionnaire	40

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures (ci-après « la ville »). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CMA, permis de comptabilité publique no A122005
140, Grande Allée Est, Bureau 200
Québec (Québec) G1R 5P7

DATE 2017-06-15

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>49 552 391</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	322 426
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>322 426</u>
Revenus de taxes	11	<u>49 229 965</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	49 229 965
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	322 426
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u> </u>
Total partiel	4	<u>49 552 391</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	23 395
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	12 515 147
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
	10	<u>12 538 542</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>37 013 849</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1	<u>3 093 513 431</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2	<u>3 138 911 431</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) + 2	3	<u>3 116 212 431</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>37 013 849</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>3 116 212 431</u>
Taux global de taxation réel de 2016	6	[1] , [1 | 8 | 7 | 8] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) + 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.
2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.
3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	254 248	58 179	1 079 118
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	265 306	147 756	124 733
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 154 096	672 198	248 949
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	100 000		
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	435 300		78 325
Autres infrastructures	11	60 000	96 633	2 707 899
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	133 200		
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 523 500	608 340	8 730 528
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	35 000		
Ameublement et équipement de bureau	18	825 300	519 019	243 605
Machinerie, outillage et équipement divers	19	240 500	194 959	272 131
Terrains	20			
Autres	21			
	22	6 026 450	2 297 084	13 485 288

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement

Conduites d'eau potable	23		58 179	1 071 882
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		147 756	97 237
Autres infrastructures	27		768 831	2 850 061
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			7 236
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			27 496
Autres infrastructures	32			185 112
Autres immobilisations	33		1 322 318	9 246 264
	34		2 297 084	13 485 288

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	111 021 500	21 145 000	6 239 800	125 926 700
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	64 358		58 839	5 519
Organismes municipaux	4	125 000		16 001	108 999
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	111 210 858	21 145 000	6 314 640	126 041 218
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	948 924	173 086	44 539	1 077 471
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	8 404 530	294 993	609 032	8 090 491
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	91 312 987	5 843 523	5 467 880	91 688 630
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	100 666 441	6 311 602	6 121 451	100 856 592
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	11 070 817	14 306 998	193 189	25 184 626
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	11 070 817	14 306 998	193 189	25 184 626
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	11 070 817	14 306 998	193 189	25 184 626
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	11 070 817	14 306 998	193 189	25 184 626
	26	111 737 258	20 618 600	6 314 640	126 041 218
Dettes en cours de refinancement	27	(526 400)	526 400	()	()
Reclassement / Redressement	28				
	29	111 210 858	21 145 000	6 314 640	126 041 218

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	25 838 862	24 991 746	24 205 520
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	25 838 862	24 991 746	24 205 520

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
1 Cadres et contremaîtres	21,09	35,00	39 936,47	1 965 050	465 480	2 430 530
2 Professionnels	7,27	35,00	13 629,14	444 010	99 907	543 917
3 Cols blancs	49,08	35,00	90 997,00	2 067 704	411 931	2 479 635
4 Cols bleus	41,96	40,00	91 425,00	2 381 788	508 586	2 890 374
5 Policiers						
6 Pompiers						
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
8	119,40		235 987,61	6 858 552	1 485 904	8 344 456
9	9,00			221 738	40 440	262 178
10 Élus	128,40			7 080 290	1 526 344	8 606 634

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Gouvernement du Québec			MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement	Gouvernement du Canada		
11 Transport en commun					
Eau et égout					
12 Approvisionnement et traitement de l'eau potable	73 056	(3 194)	22 220		92 082
13 Réseau de distribution de l'eau potable					
14 Traitement des eaux usées	94 235	(8 926)	10 331		95 640
15 Réseaux d'égout	1 017 305	454 098	7 908	6 326	1 485 637
16 Autres					
17	1 184 596	441 978	40 459	6 326	1 673 359

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1	46 243	92 342
Charges sociales	2	10 639	11 176
Biens et services	3	2 240 202	12 948 597
Frais de financement	4		433 173
Autres	5		
	6	2 297 084	13 485 288

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	3 177 605	(2 676 228)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	3 177 605	(2 676 228)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	6 889 799	5 853 833
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(4 042 200)	
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	2 847 599	5 853 833
Solde à la fin de l'exercice	12	6 025 204	3 177 605
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	455 000	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	455 000	
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	173 086	455 000
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	4 042 200	
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	4 215 286	455 000
Solde à la fin de l'exercice	22	4 670 286	455 000
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 312 351	1 011 800
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 312 351	1 011 800
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	246 047	(595 745)
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		896 296
	30	246 047	300 551
Solde à la fin de l'exercice	31	1 558 398	1 312 351

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016		2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir				
Solde au début de l'exercice	32	(562 401 )	(	326 754)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33			
Solde redressé au début de l'exercice	34	(562 401 )	(	326 754)
Affectations				
Activités de fonctionnement - Augmentation	35	()	(()
Activités de fonctionnement - Diminution	36	562 401		(235 647)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37	()	(()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38			
Solde à la fin de l'exercice	39	( )	(	562 401)
Financement des Investissements en cours				
Solde au début de l'exercice	40	(1 989 087)		(31 812 407)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41			
Solde redressé au début de l'exercice	42	(1 989 087)		(31 812 407)
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43	4 350 909		30 719 618
Virements				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44			
Excédent de fonctionnement affecté	45			
Réserves financières et fonds réservés	46			(896 296)
	47	4 350 909		29 823 322
Solde à la fin de l'exercice	48	2 361 822		(1 989 085)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs				
Solde au début de l'exercice	49	64 195 457		90 000 902
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50			
Solde redressé au début de l'exercice	51	64 195 457		90 000 902
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Affectations et virements				
Activités de fonctionnement	52			
Excédent de fonctionnement affecté	53			
Financement à long terme des activités d'investissement	54	(5 729 330)	(()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55			
Variation résiduelle de l'exercice	56	186 987		(25 805 445)
Solde à la fin de l'exercice	57	58 653 114		64 195 457

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>2 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>2 000 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>2 000 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

Taxes sur la valeur foncière

Du 100 \$ d'évaluation

Taxes générales

Taxe foncière générale (taux unique) 1 , \$

Taxe foncière générale (taux variés)

Catégorie résiduelle (résidentielle et autres) 2 0 , 9 7 8 7 \$

Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus 3 0 , 9 7 8 7 \$

Catégorie des immeubles non résidentiels 4 3 , 5 9 9 2 \$

Catégorie des immeubles industriels 5 3 , 5 9 3 1 \$

Catégorie des terrains vagues desservis 6 1 , 9 5 7 4 \$

Catégorie des immeubles agricoles 7 0 , 9 7 8 7 \$

Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique) 8 , \$

Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)

Catégorie résiduelle (résidentielle et autres) 9 , \$

Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus 10 , \$

Catégorie des immeubles non résidentiels 11 , \$

Catégorie des immeubles industriels 12 , \$

Catégorie des terrains vagues desservis 13 , \$

Catégorie des immeubles agricoles 14 , \$

Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique) 15 , \$

Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)

Catégorie résiduelle (résidentielle et autres) 16 , \$

Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus 17 , \$

Catégorie des immeubles non résidentiels 18 , \$

Catégorie des immeubles industriels 19 , \$

Catégorie des terrains vagues desservis 20 , \$

Catégorie des immeubles agricoles 21 , \$

Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique) 22 , \$

Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)

Catégorie résiduelle (résidentielle et autres) 23 , \$

Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus 24 , \$

Catégorie des immeubles non résidentiels 25 , \$

Catégorie des immeubles industriels 26 , \$

Catégorie des terrains vagues desservis 27 , \$

Catégorie des immeubles agricoles 28 , \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(Montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	[1 | 3 | 5] , [0 | 0] \$
Égout	2	[1 | 1 | 6] , [0 | 0] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] [] \$
Matières résiduelles	5	[1 | 9 | 7] , [0 | 0] \$
		% de la valeur locative
Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	[] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Tarification eau et égouts- commerces	,8830	7	mètre cube et fixe
Tarification matières résiduelles- comm		7	Différentes catégories
Taxe de secteur- parc industriel phase 1	,0577	2	superficie du terrain
Règlement 167	,2815	2	
Règlement 1019-95	433,1500	4	
Règlement 1068-96	1 451,1900	4	
Règlement 1027-95	561,0300	4	
Règlement 1088-96	552,6300	4	
Règlement 1090-96	,1224	2	
Règlement 1093-96	274,7400	4	
Règlement 1094-96	420,2900	4	
Règlement 98-1166	294,9400	4	
Règlement 2000-1210	526,9900	4	
Règlement 2000-1233	231,1200	4	
Règlement 2000-1250	242,6800	4	
Règlement 1266	218,8700	4	
Règlement 1320	672,1300	4	
Règlement 1310	603,0700	4	
Règlement 1306	583,3800	4	
Règlement 1253	,0277	2	
Règlement 1253	,9093	2	
Règlement 1253	1 276,2400	4	
Règlement 1253	1 242,0400	4	
Règlement 1340	883,1200	4	
Règlement 1319	,2800	1	
Règlement M04-0705	30,6200	2	Mètre carré moyen
Règlement REGVSAD 2006-009	786,6300	4	
Règlement REGVSAD 2008-097	,4900	1	
Règlement REGVSAD 2008-111	1 073,1300	4	
Règlement REGVSAD 2008-129	285,6800	4	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**Non audité**

Description	Taux	Code¹	Préciser
Règlement REGVSAD 2011-278	3 112,6400	4	
Règlement REGVSAD 2011-278	2 362,4100	4	
Règlement REGVSAD 2011-278	2 857,2400	4	
Règlement REGVSAD 2011-269	1 556,8800	4	
Règlement REGVSAD 2009-143 (2012-321)	960,1000	4	
Règlement REGVSAD 2012-313	1 328,6300	4	
Règlement REGVSAD 2012-328	734,2300	4	
Taxe de secteur- Déneigement rue Vitrier	12,0000	3	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

- 5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	413 307	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		\$
		22 <input checked="" type="checkbox"/>	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30	.....
Facteur comparatif de 2016	31	.....
Valeur uniformisée	32	.....
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	_____ \$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	_____ \$	
b) Dépenses d'investissement	37	_____ \$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	_____ \$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39	_____	
b) Date d'adoption de la résolution	40	_____	
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	43
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	44
Calcul de certains revenus de taxes	45
Taux des taxes	47
Taux global de taxation prévisionnel	48
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	51
Questionnaire	53

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	45 057 216
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	21 860
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	45 079 076

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 075 000
Égout	11	1 030 000
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	2 407 000
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	779 840
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	5 291 840
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	5 291 840
	26	50 370 916

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	45 994
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	4 006
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	50 000

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	30 000
Cégeps et universités	7	650 000
Écoles primaires et secondaires	8	550 000
	9	1 230 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 280 000

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	70 000
	24	70 000
	25	1 350 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)	4	X 5	0,9855 /100\$ 6				25 205 130
Résiduelle (résidentielle et autres)	7	X 8	0,9855 /100\$ 9				453 648
Immeubles de 6 logements ou plus	10	X 11	3,5760 /100\$ 12				10 345 044
Immeubles non résidentiels	13	X 14	3,6686 /100\$ 15				7 402 501
Immeubles industriels							
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	1,9710 /100\$ 21				1 049 916
Immeubles agricoles	22	X 23	0,9855 /100\$ 24				577 083
Total			25	26	27	28	45 033 322 29

Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55	56	57	23 894 29 58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (	27 (	28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (	56 (	57	58
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (	63 (	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)**

Par unité de logement

Eau	1	1 | 3 | 7 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	1 | 1 | 8 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 9 | 7 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Tarification eau et égouts- commerces	0,8980	7	au mètre cube et fixe
Tarification matières résiduelles- comm		7	différentes catégories
Taxe de secteur- parc industriel phase 1	0,0577	2	superficie du terrain
Règlement 167	0,2815	2	
Règlement 1019-95	86,1400	4	
Règlement 1027-95	550,8400	4	
Règlement 1090-96	0,1010	2	
Règlement 1093-96	278,1900	4	
Règlement 1094-96	448,9600	4	
Règlement 1210-99	540,1300	4	
Règlement 2000-1233	236,9800	4	
Règlement 2000-1250	238,0400	4	
Règlement 2000-1253	0,0266	2	
Règlement 2000-1253	0,8708	2	
Règlement 2000-1253	1 222,2900	4	
Règlement 2000-1253	1 189,5300	4	
Règlement 2000-1266	212,8300	4	
Règlement 2000-1306	556,6700	4	
Règlement 2000-1310	574,7500	4	
Règlement 2000-1319	0,1900	1	
Règlement 2000-1320	672,4300	4	
Règlement 2000-1340	890,5900	4	
Règlement M04-0705	32,6700	2	mètre carré moyen
Règlement REGVSAD-2006-009	793,6700	4	
Règlement REGVSAD-2008-097	0,3000	1	
Règlement REGVSAD-2008-111	1 029,5700	4	
Règlement REGVSAD-2008-129	290,4100	4	
Règlement REGVSAD-2011-269	1 525,8100	7	chaque 4K m2 constructi
Règlement REGVSAD-2011-278	3 074,6400	4	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code¹</u>	<u>Préciser</u>
Règlement REGVSAD-2011-278	2 333,5700	4	
Règlement REGVSAD-2011-278	2 822,3600	4	
Règlement REGVSAD-2009-143 (2012-321)	963,9100	4	
Règlement REGVSAD-2012-313	27,1000	7	unité résidentielle
Règlement REGVSAD-2012-328	677,1000	7	entrée de service
Taxe de secteur- Dénèigement rue Vitrier	12,0000	3	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>50 370 916</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	.....
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	.....
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	.....
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	.....
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	.....
	10	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>50 370 916</u>

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	50 370 916
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	.....
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	.....
Total partiel	4	<u>50 370 916</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	.....
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	<u>23 894</u>
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	<u>12 985 598</u>
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	.....
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	.....
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>13 009 492</u>
	11	<u>37 361 424</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel1 37 361 424Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale2 3 198 649 931**Taux global de taxation prévisionnel de 2017**

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3

		1
--	--	---

 ,

1	6	8	0
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

	1	2	3	4	5	6	7	Terrains vagues desservis		8
								Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels		Immeubles non résidentiels	Autres
Taxes sur la valeur foncière										
Générales	10 368 938								1 049 916	
De secteur	17 240									453 648
Autres										577 083
Taxes sur une autre base										
Taxes, compensations et tarification										
Service de la dette	87 120			74 940					1 860	
Autres	476 580			530 050						235 540
Taxes d'affaires										
Sur la valeur locative										
Autres										
	10 949 878			8 007 491					1 051 776	689 188
										577 083

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Résiduelle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	
Taxes sur la valeur foncière			
Générales	9 25 205 130		45 057 216
De secteur	10 4 620		21 860
Autres	11		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	12 615 920		779 840
Autres	13 3 269 830		4 512 000
Taxes d'affaires			
Sur la valeur locative	14		
Autres	15		
	16 29 095 500		50 370 916

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	418 507 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	68 127 045 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	14 160 061 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	3 978 818 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	900 000 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 200, Route de Fossambault
(no) (rue)
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures G3A 2E3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 878-4662
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 878-0044
(ind. rég.) (numéro)

Courriel josee.larocque@ville.st-augustin.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Josée Larocque

Téléphone (418) 878-4662
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 878-0044
(ind. rég.) (numéro)

Courriel josee.larocque@ville.st-augustin.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 140, Grande Allée Est, Bureau 200
(no) (rue)
Québec G1R 5P7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 647-3151
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 647-5939
(ind. rég.) (numéro)

Courriel boucher.alain@rcgt.com

Responsable du dossier Alain Boucher, CPA auditeur, CMA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Josée Larocque , atteste que le rapport financier de Saint-Augustin-de-Desmaures pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-06-20 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-Augustin-de-Desmaures .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Augustin-de-Desmaures consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Augustin-de-Desmaures détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 6 679 897 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de 1,1878 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-06-20 08:29:21

Date de transmission au Ministère :